

HAUTS-DE-FRANCE



Les analyses régionales font ressortir quelques caractéristiques de la pauvreté rencontrée dans chacune des régions métropolitaines et leur évolution. Chaque analyse régionale s'appuie sur plusieurs milliers de situations. Si rien ne garantit la représentativité de ces échantillons, les difficultés qu'ils révèlent sont bien réelles et, pour la plupart, se retrouvent de façon récurrente d'année en année. Certaines caractéristiques correspondent d'ailleurs à des particularités démographiques ou économiques régionales.

Les quelques éléments de conjoncture et de présentation sont principalement issus de publications des directions régionales de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) réalisées en partenariat avec les autres acteurs des statistiques publiques. Pour chaque région, nous indiquons quelques chiffres de cadrage comparés aux moyennes métropolitaines à partir de données de l'Insee.

Les valeurs indiquées dans ces tableaux sont celles de 2018 ou, à défaut, les dernières publiées.

L'analyse des situations rencontrées par les équipes du Secours Catholique - Caritas France repose sur un ensemble d'indicateurs dont les plus importants figurent dans un tableau général rapprochant les valeurs de ces indicateurs dans la région pour deux années, 2013 et 2018¹, et les valeurs nationales. Un graphique présente en outre quelques points marquants de la région d'après les informations recueillies par le Secours Catholique. L'analyse peut être accompagnée d'exemples d'actions menées par le Secours Catholique et de propositions.

DÉFINITIONS

Ménage : un ménage, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être composé d'une seule personne.

Niveau de vie ou revenu par unité de consommation (UC) : dans un ménage, le premier adulte compte pour 1 UC, les autres adultes et les enfants de 14 ans ou plus comptent pour 0,5 UC chacun, et les enfants de moins de 14 ans pour 0,3 UC chacun. On divise le revenu du ménage par la somme des UC le composant. Cela correspond au niveau de vie du ménage. Cette échelle d'équivalence est utilisée par l'ensemble des pays européens. Un individu ne correspond pas à une unité afin que soient prises en compte les économies liées à la mutualisation au sein des ménages.

1. Nous prenons une période de cinq ans afin de faire ressortir les évolutions.

RETROUVEZ L'INTÉGRALITÉ DES ANALYSES STATISTIQUES SUR : RAPPORT.SECOURS-CATHOLIQUE.ORG



HAUTS-DE-FRANCE

DONNÉES GÉNÉRALES	Hauts-de-France	France métropolitaine
Population au 1.1.2018, en milliers*	5 992	67 187
Taux de chômage au 4 ^e trimestre 2018	10,9 %	8,5 %
Part d'étrangers dans la population (2015)	3,9 %	6,7 %
Densité du parc social** (2018)	96,1	74,5
Niveau de vie mensuel médian (2015)	1 604 €	1 710 €
Taux de pauvreté à 60 % (2015)	18,3 %	14,0 %
DONNÉES SECOURS CATHOLIQUE 2018	Hauts-de-France	
Situations rencontrées	50 956	
Bénévoles (2018)	4 035	
Situations analysées	6 048	

* Chiffres provisoires
 ** Nombre de logements sociaux pour 1 000 habitants au 1.1.2016

CONJONCTURE¹

Dans les Hauts-de-France, près de 2 millions d'habitants résident au sein de 40 villes moyennes, soit un tiers de la population régionale.

Fin 2018, dans la région, le niveau d'emploi, tous secteurs confondus, reste au-dessus de la barre des 2 millions de salariés.

Le niveau d'emploi continue de progresser dans le Nord, avec une augmentation de +0,3 % en 2018. Il reste assez stable dans le Pas-de-Calais (-0,2 %) et l'Oise (-0,1 %), mais diminue dans la Somme (-0,9 %) et l'Aisne (-1,4 %).

1. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4137834>

SITUATIONS RENCONTRÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

En 2018, 51 000 ménages ont été accueillis par les équipes du Secours Catholique des Hauts-de-France. Parmi elles, 20 % y sont venues de leur propre initiative. La mise en place des nouvelles politiques d'accompagnement, la volonté de sensibiliser un plus grand nombre et la confiance réciproque développée ont favorisé la demande d'accompagnement par les personnes en situation de précarité.

Un ménage sur cinq (20 %) est constitué d'un homme seul, contre un sur quatre (24 %) au niveau national. L'évolution de la société et les ruptures de parcours amènent de plus en plus de pères isolés à réaliser des démarches. En 2018, ils représentent 2,9 % des ménages rencontrés.

En région Hauts-de-France, on observe une augmentation des demandes d'accompagnement global. Cela reflète l'évolution de la mission du Secours Catholique, qui souhaite apporter un accompagnement favorisant la prise en compte des compétences et savoirs de chacun.

En 2018, 18 % des personnes accueillies n'ont pas de revenus, ni issus du travail ni de transferts, 13 % ont un emploi (contre 16 % au niveau national), emploi à temps partiel dans 35 % des cas et en CDI à plein-temps dans 21 % des cas.

Dans la région, 82 % des personnes rencontrées vivent avec moins de 800 € par mois. Parmi elles, la part des personnes percevant entre 400 € et 600 € a diminué de 2 points entre 2014 (23 %) et 2018 (21 %) ; elle reste néanmoins aujourd'hui la plus importante parmi l'ensemble des régions.

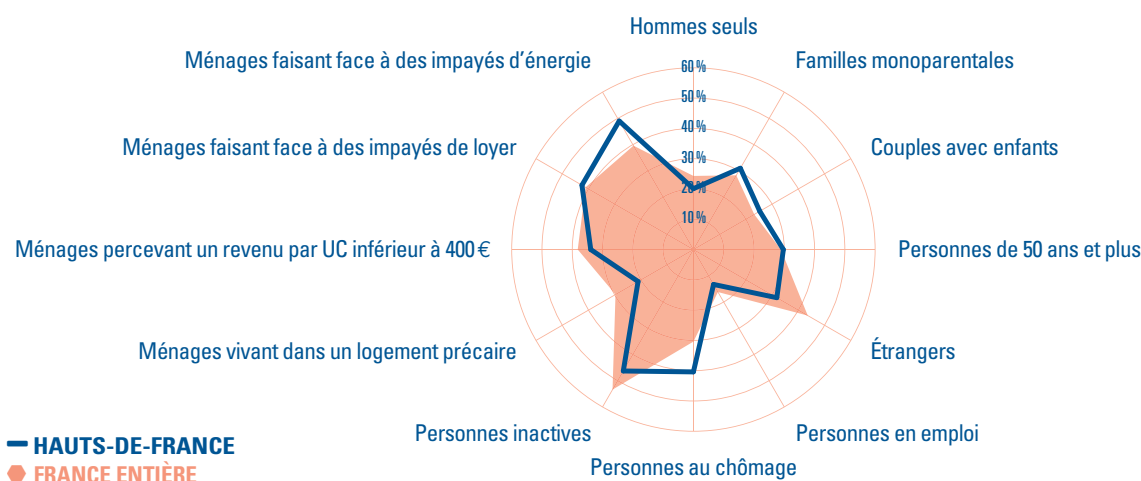
Quant aux personnes qui perçoivent entre 600 € et 800 €, leur part est de 27 %, soit plus basse qu'en 2010 (30 %), mais plus élevée qu'au plan national (22 %).

Une personne accueillie sur cinq (20,3 %) a entre 50 et 60 ans, c'est plus que dans les autres régions.

La part des personnes accueillies âgées de 60 ans ou plus est passée de 6,8 % en 2014 à 9,4 % en 2018.

La perte d'emploi après 50 ans, la difficulté de se réinsérer, l'allongement du nombre de trimestres pour accéder à une retraite à taux plein, les accidents de la vie... sont des facteurs de vulnérabilité pour cette tranche d'âge.

HAUTS-DE-FRANCE



Champ : ménages rencontrés par le Secours Catholique. **Note de lecture :** la région Hauts-de-France compte 31,8 % d'étrangers, contre 43,6 % pour la France entière.

Situation aggravée par le fait d'être sollicité comme aidant familial auprès des plus jeunes et des plus âgées. De nombreux seniors se retrouvent dans l'obligation de prendre un emploi complémentaire, ce qui pourrait expliquer la baisse des ressources issues de transferts entre 2010 et 2018.

Parmi les personnes rencontrées, 56 % font face à des impayés, soit 11 points de moins qu'en 2010 (67 %), à des impayés de gaz ou d'électricité pour 49 % d'entre elles (c'était 54 % en 2014), et de loyers pour 42 %.

L'analyse des données nous indique que les impayés pour des crédits ont diminué de 10 points, passant de 15,5 % en 2010 à 4,9 % en 2018. Contrairement à l'idée reçue selon laquelle les personnes en situation de précarité géraient mal leur budget et devraient ainsi recourir aux crédits à la consommation, on constate que les situations d'impayés sont plutôt liées à l'impossibilité de subvenir aux besoins de base : loyer, eau, électricité.

Les personnes étrangères accueillies et accompagnées par les équipes de la région présentent trois profils principaux :

- ▶ 37 % d'entre elles sont en situation régulière, et 43 % en cours de procédure de demande de titre de séjour. Cela représente respectivement 12 % et 13,6 % de l'ensemble des personnes accueillies ;
- ▶ 20 % sont sans titre de séjour, soit 6,6 % de l'ensemble des personnes accueillies ;
- ▶ enfin, certaines sont de passage sur notre territoire, en attente de pouvoir rejoindre un autre État de l'Union européenne ou la Grande-Bretagne. On estime à 1 000 ou 2 000 le nombre de personnes ainsi bloquées sur le littoral.

EXEMPLES D' ACTIONS MENÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

Les équipes du Secours Catholique Hauts-de-France accueillent une part moins importante de personnes étrangères (31,8 %) qu'au niveau national (43,6 %), mais elles mènent avec elles de nombreuses actions :

- ▶ accueil et écoute ;
- ▶ accompagnement administratif et juridique (titre de séjour, hébergement-logement, protection sociale, scolarisation, etc.) ;
- ▶ aide à l'intégration et à la rencontre : apprentissage du français, parrainage (mise en relation d'une personne étrangère et d'une personne bénévole française pour vivre des temps de partage), espace de convivialité et de rencontres.

Nombreuses sont les personnes étrangères, en situation régulière ou non, qui s'investissent dans l'organisation d'activités dans les espaces de convivialité, dans de l'interprétariat, des actions de sensibilisation dans les églises, les écoles ou dans la rue.

HAUTS-DE-FRANCE		Hauts-de-France		France	
		2013	2018	2013	2018
PRINCIPALES DEMANDES D'AIDE (1)	Écoute, accueil, conseil	57,1 %	62,3 %	57,0 %	61,2 %
	Alimentation	59,7 %	51,7 %	55,2 %	51,5 %
	Loyer, factures d'énergie, d'eau	23,3 %	25,9 %	20,1 %	17,3 %
	Mobilité (voiture, transport)	1,5 %	2,9 %	5,1 %	7,4 %
TYPE DE MÉNAGE	Hommes seuls	17,3 %	20,1 %	23,9 %	24,3 %
	Femmes seules	14,3 %	16,8 %	16,6 %	18,1 %
	Couples sans enfants	7,0 %	6,8 %	6,2 %	6,1 %
	Pères seuls	2,6 %	2,9 %	3,4 %	3,6 %
	Mères seules	30,4 %	28,1 %	26,6 %	24,7 %
	Couples avec enfants	28,4 %	25,3 %	23,4 %	23,2 %
ÂGE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE	Moins de 25 ans	9,9 %	9,9 %	8,9 %	8,5 %
	25-49 ans	66,6 %	60,3 %	65,7 %	62,6 %
	50 ans et plus	23,5 %	29,7 %	25,5 %	28,9 %
PAYS/RÉGION D'ORIGINE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE	France	78,4 %	71,8 %	67,2 %	58,5 %
	Maghreb	6,9 %	10,5 %	8,2 %	9,2 %
	Afrique subsaharienne	7,5 %	9,8 %	10,4 %	14,6 %
	Union européenne	2,1 %	2,0 %	3,9 %	2,8 %
	Europe de l'Est (hors UE)	4,1 %	3,5 %	7,3 %	10,6 %
	Autre	1,0 %	2,4 %	3,0 %	4,3 %
STATUT DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE (étrangers hors UE)	Statut accordé	38,0 %	36,6 %	43,0 %	37,3 %
	Statut demandé, en attente	49,9 %	42,7 %	42,3 %	40,7 %
	Débouté, sans papiers	12,1 %	20,6 %	14,7 %	22,0 %
SITUATION DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE FACE À L'EMPLOI	CDI plein-temps	3,8 %	2,9 %	4,5 %	3,8 %
	Emplois précaires (2)	8,3 %	8,1 %	9,9 %	9,4 %
	À son compte	0,6 %	0,4 %	0,9 %	0,7 %
	Autre travail	1,0 %	1,2 %	1,4 %	1,2 %
	Formation professionnelle	0,7 %	0,7 %	1,2 %	1,1 %
	Sous-total emploi	14,5 %	13,3 %	17,9 %	16,2 %
	Chômage indemnisé ou en attente	14,3 %	16,4 %	11,9 %	11,7 %
	Chômage sans droits reconnus	30,3 %	24,0 %	26,7 %	18,7 %
	Sous-total chômage	44,6 %	40,4 %	38,6 %	30,4 %
	Étudiant	0,8 %	2,5 %	1,1 %	1,3 %
	Inaptitude santé	7,3 %	9,3 %	10,1 %	10,8 %
	Retraite, préretraite	4,1 %	4,0 %	5,5 %	6,2 %
	Au foyer	9,3 %	5,9 %	6,1 %	3,8 %
	Sans droit au travail	9,2 %	14,7 %	10,1 %	18,9 %
Autre sans emploi	10,3 %	9,9 %	10,5 %	12,5 %	
Sous-total inactivité	40,9 %	46,3 %	43,5 %	53,4 %	
TYPES DE RESSOURCES	Ni revenus du travail ni transferts	14,8 %	17,5 %	18,7 %	25,0 %
	Revenus du travail et pas de transferts	4,9 %	5,9 %	7,5 %	10,3 %
	Transferts et pas de revenus du travail	48,7 %	45,9 %	43,4 %	36,6 %
	Revenus du travail et transferts	31,6 %	30,7 %	30,4 %	28,2 %
REVENU PAR UNITÉ DE CONSOMMATION (en euros 2017)		518 €	519 €	527 €	510 €
EXISTENCE D'IMPAYÉS		63,6 %	55,9 %	60,6 %	49,4 %
IMPAYÉ MÉDIAN (en euros constants)		758 €	625 €	806 €	745 €
NATURE DES IMPAYÉS	Loyer, mensualités d'accession	38,2 %	42,5 %	40,9 %	41,1 %
	Gaz, électricité, combustibles	53,8 %	49,0 %	42,5 %	39,6 %
	Eau	21,0 %	23,4 %	17,4 %	17,0 %
	Découvert bancaire	17,7 %	16,0 %	23,6 %	21,6 %
TYPE DE LOGEMENT	Logement stable (3)	82,4 %	78,9 %	75,7 %	70,3 %
	Logement précaire (4)	17,6 %	21,1 %	24,3 %	29,7 %

(1) Pourcentage de ménages formulant ce type de demande. (2) CDD, intérim, travail saisonnier, temps partiel, emplois aidés. (3) Location HLM, location privée, habitat collectif, propriétaire.

(4) Hôtel, pension, garni, caravane, famille, amis, centre d'hébergement, abri de fortune, rue.